

ALI YAHIA ABDENNOUR À TIZI-OUZOU : «La non-application de l'article 88 de la Constitution est une trahison»

Profitant de sa présence à Tizi-Ouzou pour la promotion et la vente-dédicace de son dernier ouvrage intitulé «La crise berbère de 1949», organisée à la librairie Chikh de Tizi-Ouzou, M^e Ali Yahia Abdenmour a livré son analyse sur les derniers développements de l'actualité politique du pays dominée par les prochaines élections et l'annonce de la candidature de Bouteflika à un 4^e mandat.

M^e Ali Yahia Abdenmour n'a pas manqué de faire le parallèle entre les élections pour l'Assemblée algérienne et la participation controversée du PPA/MTLD et leur trucage par le ministre de l'Intérieur de l'époque, Naeglan, et le futur scrutin présidentiel au même titre que tous les précédents, accusant le pouvoir de recourir aux mêmes artifices pour truquer et orienter à son avantage le suffrage des électeurs.

«Le pouvoir a hérité de l'administration coloniale les mêmes méthodes électorales», dira l'avocat pour qui le même tarif et le même taux sont maintenus, s'arrangeant toujours pour donner

l'avantage au candidat du pouvoir. Sur la non-application de l'article 88 de la Constitution, stipulant l'empêchement pour cause de maladie grave et durable l'exercice de ses fonctions par le président de la République, M^e Ali Yahia constate qu'il y a, en la matière, violation de la Constitution par le président du Conseil constitutionnel devenu après ministre de l'Intérieur en charge de la préparation des élections. Une situation que l'orateur qualifie de trahison.

Des questions que le vieux et infatigable militant des droits de l'Homme a évoquées après une rétrospective historique des évé-

M^e Ali Yahia Abdenmour.

nements qui ont été à l'origine de la crise dite berbère de 1949, évoquant le parcours de Bennaï Ouali, M'barek Aït Menguellet et Amar Ould Hamouda, des militants de la première heure du mouvement nationaliste et qui avaient défendu jusqu'à leur mort

l'option armée pour l'indépendance de l'Algérie et qui s'étaient investis au sein du PPA/MTLD pour la défense de la profondeur historique et l'ancrage amazigh de l'Algérie.

Un choix que ces authentiques nationalistes ont soutenu vaill-

amment et qu'ils ont dû payer de leur vie suite à leur condamnation par le CCE qui a décidé de leur exécution au même titre que les Messalistes et les contre-révolutionnaires.

Le livre de M^e Ali Yahia fourmille de détails sur les circonstances de leur élimination suite à leur condamnation par un tribunal révolutionnaire composé de Krim Belkacem, Amar Ouamarane et Mohamedi Saïd.

Auparavant, et durant les années 1940, ces trois martyrs s'étaient opposés à Messali Hadj sur l'orientation arabo-islamique exclusive de l'Algérie qui efface carrément la dimension berbère de l'Algérie. Avec d'autres militants, Bennaï Ouali, Amar Ould Hamouda et M'barek Aït Menguellet ont rédigé un manifeste dénonçant le mémorandum présenté par Messali Hadj à l'ONU.

S. A. M.

ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES

Mouvement Islah appelle à une force d'opposition

Pour barrer la route au 4^e mandat du président candidat, le Mouvement Islah appelle les partis de l'opposition notamment les partisans du boycott à ouvrir un dialogue.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Pour le secrétaire général du Mouvement Islah, Mohamed Djahid Younsi, l'Algérie traverse une période «très compliquée».

«Après la confusion et le flou qui ont régné puis le statu quo, l'Algérie vit aujourd'hui, une situation encore plus compliquée, une situation de crise», a-t-il précisé hier, à Alger lors d'une rencontre avec les responsables de wilaya de son mouvement. Il appelle, ainsi, les partis politiques d'opposition à un

4^e mandat de Bouteflika à une participation massive pour le changement. «Il faut aller vers un débat constructif entre les deux pôles de l'opposition notamment les partisans du boycott », a-t-il dit. Et de s'interroger si le boycott pourrait être une solution.

«Impossible !», lance-t-il. Le secrétaire général du Mouvement Islah regrette que la classe politique soit incapable de conclure un consensus. «Tous les mouvements d'opposition n'arrivent même pas à s'entendre». Pourtant, poursuit-il, «le changement est la seule garantie pour la stabilité du pays et non pas ce système usé et accroché au pouvoir».

Selon Djahid Younsi, la majorité des Algériens sont pour le changement mis à part une minorité qu'il qualifie de «socié-

té bénéficiaire». «La rue n'est pas encore prête pour rejoindre l'agitation politique. Tant que les forces de l'opposition restent éparpillées, le peuple n'adhèrera pas et seule la minorité du système en profitera de cette situation», explique-t-il.

Convaincu de la fraude lors des prochaines élections présidentielles, le secrétaire général du Mouvement Islah affirme que seule la mobilisation massive de la classe politique pour le changement et pour empêcher la fraude permettra le changement.

Il instruit, à cet effet, les responsables de wilaya de son mouvement à «dynamiser» la décision de sa formation politique quant au soutien de la candidature de Ali Benflis.

R. N.

COMMUNIQUÉ DU SYNDICAT NATIONAL DES JOURNALISTES (SNJ)

Des citoyens de divers horizons ont organisé une manifestation publique pacifique, samedi 1^{er} mars 2014 à Alger. Ce à quoi, le pouvoir répond par une vague d'interpellations policières musclées et aveugles parmi les manifestants et des femmes et des hommes des médias venus pour assurer la couverture de cet événement. Le Syndicat national des journalistes, fidèle à ses engagements immuables et consubstantiels à sa création et à son existence, de défense de la liberté d'expression et de la presse, ainsi que du libre exercice de la profession, entre autres, tient à dénoncer avec la plus grande énergie ces méthodes répressives, éculées et indignes d'un Etat de droit. Le Syndicat qui avait, dès la matinée, saisi la Direction générale de la Sûreté nationale et les autorités concernées, en vue de la libération immédiate de nos consœurs et de nos confrères interpellés, a exprimé, aussi, à l'occasion, sa protestation officielle contre cette tentation qui est devenue un réflexe chez les agents de la police que de s'en prendre systématiquement aux journalistes, photographes et cameramen de la presse lors de toutes les manifestations publiques du genre.

**P/ le Syndicat national des journalistes,
le Secrétaire général
Kamel Amarni**

CONFÉRENCE SUR LA PRESSE CHEZ LE CANDIDAT BENFLIS

Les médias algériens sous la loupe des professionnels

Intervenant lors d'une conférence sur les activités des médias organisée hier au siège du candidat à la présidentielle Ali Benflis, les spécialistes ont déclaré que des décrets exécutifs doivent notamment être promulgués en vue de définir les rôles des nouvelles chaînes lors de la prochaine campagne électorale.

F-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Le débat sur les médias, organisé hier par l'équipe du candidat Benflis, a fait ressortir la situation de la jeune presse algérienne et notamment les activités et les informations diffusées par les nouvelles chaînes de télévision et les médias publics.

Pour le docteur Ahmed Adimi et s'agissant des médias lourds publics, il est nécessaire de s'assurer que les pouvoirs publics n'interviennent pas pour faire pression sur les médias, notamment publics.

Selon l'intervenant et du fait que les responsables des chaînes de télévision notamment soient nommés par les services étatiques, ils ont dans l'idée qu'ils œuvrent pour un service gouvernemental et non pas pour un service public, ils s'expriment comme s'il s'agissait de biens personnels», a déclaré le conférencier. Pour ce dernier, il s'agit d'une fermeture pure et simple du champ médiatique. Il mettra aussi l'accent sur «le matraquage médiatique des médias publics quand il s'agit des activités gouvernementales».



Ali Benflis.

Ahmed Adimi s'est aussi dit indigné par le fait que «des chaînes publiques interrompent leurs programmes pour annoncer la candidature du président aux élections». Il s'est aussi interrogé

lors de son intervention sur les critères qui permettent la nomination des directeurs des radios et télévisions. «La loi sur l'audiovisuel n'est pas celle qu'on a demandé. Il faut aussi revoir cette loi telle

qu'elle est conçue, ainsi que la mise en place des mécanismes permettant un bon fonctionnement de l'audiovisuel», a précisé l'intervenant. Ce dernier augurera que l'ENTV sera ni plus ni moins largement distancée par les nouvelles chaînes de télévision.

Pour sa part, le D^r Laïd Zoghliani a précisé que la presse actuelle ne fait pas la différence entre l'information et le commentaire, notant qu'une information non complète entraîne «des décisions dangereuses». Selon lui, «la ligne éditoriale est définie par les sources de financement des médias».

Les intervenants diront par ailleurs que les médias aussi bien publics que privés doivent rester professionnels.

F-Z. B.